

C'est Reinhold Niebuhr, l'un des grands esprits philosophiques avancés de notre continent, qui écrivait:

La société libre exige la confiance dans l'aptitude de l'homme à réaliser des adaptations expérimentales et tolérables entre des intérêts opposés et à arriver à des notions communes de justice dépassant tous les intérêts particuliers. Invariablement, un pessimisme constant quant à l'aptitude du cerveau humain à appréhender la justice conduit à des théories politiques absolutistes, et celles-ci entraînent la conviction que seul le pouvoir prépondérant peut fondre les diverses forces vitales collectives en une harmonie efficace. Mais un optimisme trop persistant sur l'aptitude et l'inclination de l'homme à pratiquer la justice envers ses semblables obnubile les riches de chaos qui menacent de tout temps les sociétés, y compris la société libre. En un sens, la société démocratique est particulièrement exposée aux dangers de la confusion. Si ces dangers ne sont pas discernés, ils peuvent s'abattre sur la société libre et provoquer cet autre mal qu'est la tyrannie.

Mais la démocratie moderne exige un fondement philosophique et religieux plus réaliste, non seulement pour prévoir et comprendre les périls auxquels elle est exposée, mais encore pour se justifier d'une façon plus convaincante. L'aptitude de l'homme pour la justice rend la démocratie possible, mais son penchant pour l'injustice rend la démocratie nécessaire.

• (1520)

C'est le moment de proclamer, dans la vallée de l'Ontario, que c'est le sens de la justice qui fait le régime démocratique, mais que c'est l'injustice qui le rend indispensable. Il y a peut-être des moments où l'on peut tirer parti des préjugés, mais aujourd'hui ce n'en est pas un. Les Canadiens seront sensibles à une justice élémentaire et sont disposés à réagir de façon positive. Il y a plus de gens qui veulent allumer des bougies qu'il y en a pour continuer à maudire la noirceur. C'est le moment de nous donner la main et de nous mieux comprendre. C'est le moment de penser en Canadien d'un océan à l'autre. C'est le moment de nous rappeler qu'il y a bien des choses dont nous pouvons nous enorgueillir, plutôt que de créer de nouveaux partis pour lutter contre la justice élémentaire qui s'est installée à la Chambre le jour où l'on y déposait la Loi sur les langues officielles. J'espère que tous les Canadiens se souviendront que les chefs et la majorité des députés de tous les partis politiques présents à la Chambre ont donné leur appui. Je suis peiné de constater qu'il y a encore au Canada des groupes politiques qui croient pouvoir profiter politiquement d'une condamnation de cette justice élémentaire dont a hérité le pays.

Des voix: Bravo!

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je félicite les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je connais mieux le premier que le second qui est un nouveau venu. Le premier s'est toujours exprimé avec beaucoup d'éloquence à la Chambre. J'ai siégé avec lui au comité permanent de l'agriculture. J'ai remarqué que, s'il le veut, il peut relater les faits comme ils sont. J'ai été quelque peu surpris cependant de constater que nous envisagions tous deux le même problème avec la même idée en tête.

Son discours me faisait énormément penser à ceux des années passées où les orateurs libéraux déclaraient toujours qu'on ne l'avait jamais eue plus belle. J'ai été quelque peu étonné de l'entendre dire que notre plus grand problème était d'avoir la télévision en couleur et non en noir et blanc et deux ou trois voitures par famille au lieu d'une seule. J'ai fait partie d'un comité qui a visité une partie de sa circonscription. Je n'ai pas eu l'impression que celle-ci regorgeait de vitalité. Il y a beaucoup à faire dans cette région. Certains députés libéraux qui sont membres de ce comité ont aussi visité ma circonscription à moi. D'ailleurs, le comité a visité l'ensemble du Canada.

Nous nous sommes rendus compte que la situation n'est pas tout aussi rose que le gouvernement aurait voulu nous le laisser croire.

Souvenons-nous qu'il s'agit d'une année d'élections; du moins, c'est ce qu'on nous dit. Naturellement, une année électorale donne lieu à des transformations. La société juste commence à se présenter sous une forme autre que celle que nous avons connue au cours des trois dernières années. On peut la comparer à une personne qui se traîne dans les sables du désert à la recherche d'un verre d'eau; si elle parvient à la ligne d'arrivée, elle pourra étancher sa soif. Si elle peut survivre à trois années d'une austérité accablante, elle sera récompensée. Voilà le tournant qu'a pris le phénomène de la société juste.

Je me demande pourquoi nous n'entendons plus parler tellement de la société juste. Ce slogan semble en voie d'être relégué aux oubliettes, tout comme tant d'autres choses qui s'effritent sous l'action du présent gouvernement. Il est étrange de voir le premier ministre (M. Trudeau) venir soudainement à la rescousse de la monarchie. A l'instant même où nous sommes témoins d'une apologie à ce point intéressante, nous pouvons assister en coulisse à la suppression de tous les symboles. La période des questions d'aujourd'hui nous l'a bien fait voir. La GRC ne sera plus connue sous le nom de Gendarmerie royale du Canada. Ce sont des choses comme celles-ci qui minent notre société et corrodent ce qui symbolise le Canada. Personne ne peut prétendre que l'uniforme de la GRC ne représente pas une réalité vraiment canadienne. Si on en doute, on n'a qu'à se rendre à l'Hôtel du Gouvernement pour y voir le nombre de visiteurs qui veulent s'y faire photographier. Ils ont l'impression que tout le monde connaît la Gendarmerie royale du Canada. Tous les enfants le voient mais, apparemment, pas le cabinet. Je ne veux toutefois pas m'étendre sur ce point.

Qu'est-il advenu de la société juste pour les Indiens et les Métis? Pourquoi les Indiens et les Métis ont-ils tant de problèmes à porter à l'attention du ministre compétent? Pourquoi doivent-ils protester avec autant de colère ou prétendre que la violence pourrait peut-être résoudre certains de leurs problèmes? Récemment, le ministre chargé des Indiens et des Métis en Saskatchewan, M. Bowerman, a dit que des cabanes de bois rond pourraient suffire aux Indiens du Nord. Il est extrêmement irritant pour les Indiens et les Métis de voir que les agents des affaires indiennes, les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson, les missionnaires et les instituteurs vivent tous dans des habitations modernes, alors qu'on prétend qu'une cabane de bois rond est suffisante pour la famille indienne. On voit ce que le gouvernement a fait pour eux et pourquoi ils protestent comme ils le font. La société juste n'en est pas encore parvenue jusqu'à eux. Ils en ont entendu parler. Elle a rejoint bon nombre de Canadiens.

En 1968, les Canadiens se sont tournés vers l'homme qui dirigeait le parti libéral. Son mot d'ordre était enlevé, à leurs yeux. La société juste leur apparaissait véritablement comme un espoir. L'expression fit le tour du pays. Ils se tournaient vers lui comme des naufragés vers une main secourable. Il leur envoya des baisers et ce fut la fin de la société juste. Tout cela est du passé maintenant. Les gens ne peuvent plus se tourner vers cet homme. En fait, ils n'en veulent plus. D'aucuns s'interrogent sur la diminution de sa popularité. C'est que la confiance en lui diminue. Il ne saurait toujours berner tout le monde.